

N° 0157 du 20 au 26 Janvier 2015- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE / Présidentielle 2015 :

C'est parti pour la révision des listes électorales



Une opération de révision des listes électorales. (Photo archives)

POLITIQUE / Quand Faure Gnassingbé exige du respect à l'opposition:



Le Président Faure Essozimna Gnassingbé

Une leçon de courage et de sagesse d'un président dans l'air du temps

Libre Opinion

L'obsession réformiste...



Dr David IHOU, Consultant en Géopolitique et Stratégie sécuritaire.

POLITIQUE/ PRÉSIDENTIELLE 2015 :

Le CAR remobilise sa "troupe", Kodzo Awudi à la tête de la jeunesse du parti pour la "conquête de l'électorat"



Kodjo Awudi, président jeunesse du CAR

ECONOMIE :

La BM note une légère hausse de la croissance en Afrique subsaharienne en 2014

Echos de la CAN 2015 :

La Tunisie déçoit face au Cap-Vert

Le Sénégal au bout du suspense !

EmploiTogo.com
Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.
Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo
Mardi 20 Janvier 2015
Matin:
Ciel peu nuageux 24°C
Après-midi:
Ciel peu nuageux 32°C



NUPTIA / EVENEMENT-CIEL

- Prestation de service Événementiel
- Décoration et vente d'articles de décoration
- Vente d'articles de mariage
- Location et décoration de voiture

BP : 1335, Bd de la Kara (Lomé - TOGO) - Tél : 22 21 37 10 / 22 39 56 92
À côté de la Pharmacie Campus

EDITO

Une CAN si proche, si loin

Les yeux des sportifs togolais sont rivés depuis le samedi dernier sur les petits écrans pour suivre en direct le match d'ouverture depuis Malabo. Le Togo pourrait être à ce rendez-vous. Que de regrets pour tous les amateurs du foot togolais. La faute à qui ?

Surement pas au public togolais qui a fait de son mieux pour pousser les éperriers aux firmaments du foot africain. Encore moins au gouvernement qui a joué sa partition en apportant les finances au moment où l'équipe en a besoin. Mais alors, la faute à qui ?

On peut, sans se tromper, imputer cette désillusion aux dirigeants de la fédération de football qui n'ont cessé de trainer le nom du foot togolais dans la boue. Aujourd'hui, la sanction est lourde pour le Togo qui, deux ans après avoir été quart-finalistes, reste à la maison pour suivre de loin cette fête continentale du football.

Comme dirait un fervent supporter des Eperviers, le Togo n'aura que ses yeux pour pleurer. N'est ce pas que le Togo a sa place à cette CAN ?

Le vin est tiré et le Togo l'a déjà bu jusqu'à la lie, à satiété.

Quand les dirigeants vont se remettre de ce sommeil ethylico-enivrant, les autres seront loin, très loin et nous espérons qu'ils auront la lucidité nécessaire pour reconnaître qu'ils ont fait du mal au football du Togo.

Serons-nous à la prochaine CAN en 2017 ? Personne n'osera mettre sa main au feu. Il revient à tous les acteurs du secteur de se ressaisir et de se remobiliser pour porter les couleurs du Togo au firmament du foot africain et mondial.

René Beaugars

Libre opinion :

L'obsession réformiste...

IL Y A CHEZ l'Homme trois (03) tares difficiles à corriger : l'idiotie, la lâcheté et la paresse.

En politique, qui est " l'art d'apprendre à diriger une communauté, une région ou un pays " (dixit IHOU Cléophas, mon père), il faut ajouter...l'irresponsabilité....

Dans un pays, la classe politique est logée dans l'un des cinq casiers, numérotés de zéro à quatre (0, 1, 2, 3 et 4) :

- Classe politique No 4 : pays exceptionnel, comme la Norvège, la Suède, l'Australie.

- Classe politique No 3 : pays fiable, comme les USA, la France, l'Allemagne.

- Classe politique No 2 : pays moyennement fiable, comme la Belgique, le Sénégal.

- Classe politique No 1 : pays non fiable, comme le Togo, le Mali, le Burkina, le Bénin.

- Classe politique No 0 : pays calamiteux comme la RDC, la Guinée (Conakry), la Guinée Bissau, la Mauritanie, le Nigeria...

Qu'est-ce qui fait courir, à reculons, l'opposition politique togolaise, piètre, sans vision, sans cadres, sans objectifs ?

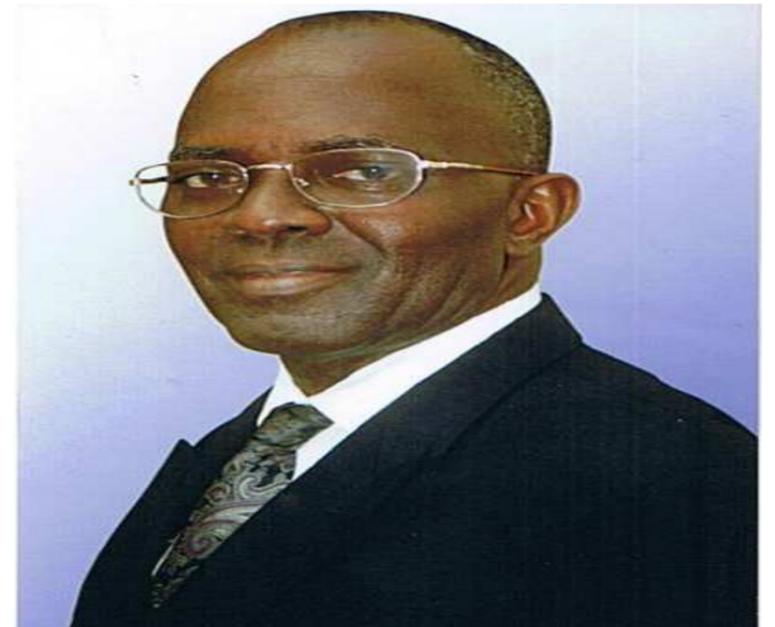
C'est d'abord la paresse : depuis le 4 avril 2010, date de la dernière élection présidentielle, l'opposition n'a rien entrepris pour conquérir le pouvoir en mars 2015. Aucune structure économique et/ou politique n'est mise en place par un ou des leaders politiques pour qu'un des leurs parvienne au pouvoir. Pas de tournées à l'intérieur du pays pour convaincre les populations de voter pour l'opposition, à part quelques sorties calamiteuses de Jean-Pierre Fabre, qu'il a d'ailleurs rapidement interrompues. Aucun programme politique n'est présenté au peuple ! L'opposition n'en n'a pas !

Voilà des togolais qui veulent conquérir le fauteuil présidentiel, et qui n'ont aucun programme de gouvernement ! Demandez à Jean-Pierre Fabre, Dodzi Apévon, Brigitte Adjamagbo, Isabelle Améganvi, Lawson Patrick, et Cie, combien de kilomètres ils ont parcourus, en dehors de Lomé, depuis le 4 octobre 2010, pour un contact avec nos populations ? Je ne parle pas du parcours Kondjindji-Plage de Lomé, où Fabre et ses rigolos ont usé des centaines de paires de chaussures dans des marches aussi stupides qu'incompréhensibles ! Je parle d'un vrai " maillage " du pays par des hommes politiques

non farceurs, et qui sont formés pour prendre le pouvoir ! Me Agboyibo et Mr Edem Kodjo ont parcouru le Togo, en long et en large, pour pouvoir remporter, avec une majorité absolue, face au puissant RPT du Gal Eyadema, les législatives de 1994 !...

C'est ensuite l'idiotie : un idiot moyen sait que, quand on a 29 députés contre 62 pour le pouvoir, dans un parlement qui compte 91 élus, aucun projet de loi présenté par l'opposition ne sera voté, si cette opposition n'est pas capable de convaincre la majorité, de la justesse et de l'importance du projet de loi ou de trouver un compromis pour certains sujets délicats ! On attend, comme un double idiot, la dernière année du Président sortant, pour déposer un projet de révision constitutionnelle qui l'exclut de la course à la présidentielle... et on n'a que 29 députés à l'Assemblée ! Pire, seul un triple idiot peut croire qu'on peut obtenir des réformes institutionnelles et constitutionnelles par la rue ! Ces réformes se font uniquement au Parlement ou par référendum populaire, et ça, même des moutons le savent ! C'est aussi l'irresponsabilité : Comment des leaders politiques peuvent sécher au soleil leurs compatriotes chômeurs et délinquants, en leur mentant effrontément, qu'ils peuvent obtenir des réformes par la rue ? Les 62 députés UNIR vont avoir peur des sit-in, et vont demander une session extraordinaire de l'Assemblée nationale (le Parlement ne reprend ses travaux que le premier mardi d'avril prochain), pour aller voter OUI , un projet de loi que cette opposition irresponsable a présenté seulement après le rejet , par la majorité parlementaire , le 30 juin dernier, d'un projet identique du gouvernement ? Un compatriote qui travaille, va -t- il prendre le risque de se faire renvoyer par son employeur, parce qu'un AJAVON ou un FABRE lui demande de venir faire un sit-in tous les jours que Dieu fait ?

Un privé va prendre le risque d'aller tous les jours faire un sit-in pour faire plaisir à quelqu'un qui n'a jamais travaillé dans sa vie ou un tricheur au concours d'Agrégation de Droit du CAMES ? Un privé va prendre le risque de voir périliter ses affaires, parce qu'un triple idiot lui dit d'aller faire des sit-in tous les jours, pour que lui, soit élu un jour, par défaut, Président du Togo ? Le privé pense à son loyer, à sa retraite, à sa santé (il n'a pas d'assurance- maladie), à l'éducation de ses enfants... pas à faire plaisir à des farceurs !



Dr David IHOU

C'est, enfin, la lâcheté : dès le premier jet de grenade, tous ceux qui ont appelé à la marche et au sit-in fuient comme des lapins minables, en laissant les jeunes affronter seuls la police ! S'il y a arrestation, ces jeunes, incarcérés, ne bénéficient d'aucune attention ou assistance des farceurs qui les ont mis dans le pétrin ! La lâcheté, c'est de jouer avec la vie de jeunes inconscients, illettrés pour la plupart, alors que leurs propres enfants sont à l'étranger, pour fréquenter tranquillement ! La lâcheté, c'est d'aller prendre 500 millions FCFA chez Faure Gnassingbé, et s'empiffrer de caviar, de foie gras, de bonnes bouffes, se soûler de bon champagne, et appeler de pauvres bougres à venir faire des sit-in pour des raisons farfelues dont on sait d'avance qu'elles ne trouveront pas d'issues favorables ! La lâcheté, c'est de ne pas expliquer aux jeunes des rues, qu'on ne fait pas de réformes dans la rue, mais au Parlement ou par référendum national !...

L'obsession réformiste des irresponsables est une arnaque intellectuelle, et financière, puisque des leaders véreux demandent même 12 millions de FCFA pour faire des marches et des sit-in !

Pour faire des réformes, il faut être majoritaire au Parlement ou avoir des élus bons négociateurs, capables de

convaincre leurs pairs, au sein de l'hémicycle, de voter avec vous.

Où il faut remporter la présidentielle, pour pouvoir, en tant que Chef de l'Etat, convoquer un référendum. Mais, là encore, il faut aussi pouvoir gagner le référendum ! On l'a vu, au Libéria, où la Présidente, Helen Johnson, s'est vue dire NON à un référendum qu'elle a organisé ! C'est ce qu'on se tue à expliquer à Jean-Pierre FABRE, Kafui Adjamagbo Brigitte, Zeus Ajavon et les autres... Atteints de la maladie de " réformite ", ces farceurs masturbent l'esprit de la population, surtout les plus faibles d'esprit, pour leur vendre l'ombre de la démocratie, une démocratie qu'ils ont du mal à maîtriser, et à comprendre...

" Il n'y a aucun togolais, vivant sur le territoire national ou de la diaspora, qui peut battre Faure Gnassingbé, avec ou sans réformes ? ", est ma question que je pose à ces Messieurs et dames qui nous honnissent, aux yeux des chancelleries, et des autres peuples africains.

Les jeux sont déjà faits pour 2015, où Faure Gnassingbé va être élu sans coup férier, face à nos rigolos d'opposants... C'est pour 2020 que je pose la question...

Dr David IHOU, Consultant en Géopolitique et Stratégie sécuritaire.

LE MÉDIUM
Hebdomadaire d'Informations #
Média - Presse - Société - Développement - Culture

Récapissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 22 37 86 99
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA

Rédaction :
Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
B. Oguki ATAKPA
Ali SAMBA
Koudjoukabalou
René Beaugars

Infographie : JPB

Impression : ST Louis,
Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution: Léo AYIVI (90 19 70 25)

Réclamez tous les mardis
votre hebdomadaire
"Le Médium"
dans les kiosques et chez
vos marchands de journaux.
Prochaine parution
le mardi 27 Janvier 2015

SOGESTI GROUPE

Emplois & Formations
www.emploitogo.com

Hôtels-Restaurants-
Agences de voyage
www.togotourisme.com

Entreprises-Partenariat
www.togotourisme.com

Location & Vente
www.togoimmobilier.com

Hébergement Linux
& Windows
www.rapidehosting.com

Web Design & IT Experts
www.institutwebmaster.com

Archivage-Ged-
Intranet-Formations
www.sogesti.net

Tel: 22 20 05 53
info@sogesti.net

TOGO EXPRESS

AGENCE DE DISTRIBUTION DE COURRIER

Lettre- Documents d'Affaires-Colis-Marchandises
Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr

POLITIQUE / Quand Faure Gnassingbé exige du respect à l'opposition: Une leçon de courage et de sagesse d'un président dans l'air du temps

LA DERNIÈRE sortie publique de Faure Gnassingbé a l'air de surprendre plus d'un. Sa prise de position claire, nette et sans ambages sur le respect en politique prouve une fois encore et à suffisance qu'il est soucieux de l'apaisement et de la concorde dans le pays. C'est un geste qui doit être salué par toute la classe politique, surtout celle de l'opposition qui se trouve ainsi défendue par le Président de la République. Mais hélas, le Togo étant le Togo, il se trouve des gens et non des moindres qui ont trouvé à redire.



Faure E. Gnassingbé, Président de la République

Tel un père dont le fils a commis une grave erreur, Faure Gnassingbé s'est fendu en excuses pour les propos à la limite insultants d'un militant zélé de son parti UNIR qui critiquait avec véhémence les responsables de l'opposition qui ont organisé ces derniers jours des manifestations notamment à Lomé pour exiger les réformes. "Toutes nos excuses à ceux que ces propos ont pu mettre mal à l'aise" a dit Faure GNASSINGBÉ. Une humilité à chercher dans les annales de l'histoire politique du Togo.

Allant plus loin dans la remontrance, le chef de l'Etat a indiqué aux populations venues pour la cérémonie de la pose de la première pierre d'une nouvelle usine de cimenterie que "Quand nous venons à des mani-

festations comme celles-ci, nous venons en tant que Président de tous les Togolais. Nous ne venons pas en tant que responsable de parti politique. C'est le Président des Togolais qui est ici ce matin, c'est le gouvernement du Togo qui est ici. Et on n'est pas Président d'une partie du pays et opposant d'une autre partie. Et je tiens à ce que les responsables d'opposition soient respectés".

Et pour enfoncer le clou, Faure Gnassingbé met les points sur les i. "Donc je ne veux plus que dans les manifestations comme celles-ci, les responsables de l'opposition soient vilipendés, je ne l'accepterai pas". Voilà, les propos d'un chef d'Etat en phase avec son temps et qui vient prouver aux yeux de tous ces concitoyens, qu'il n'accepterait pas qu'une

partie des Togolais soit victime de moqueries et d'invectives de la part d'autres togolais. "Nous sommes pour la tolérance", a martelé Faure Gnassingbé.

Les droits de l'opposition

Faure Gnassingbé n'a pas manqué de rappeler que le Togo a fait le choix de la démocratie et de l'expression. Selon lui, "le droit de manifester est reconnu par notre constitution, et si l'opposition veut manifester tous les jours pacifiquement, je l'y invite", a-t-il dit.

Pour le Président de la République l'année 2015 est une année importante pour le pays et c'est le peuple qui, dans quelques mois, quand les candidats se présenteront devant lui le jour venu, va les départager.

Le zèle d'un autre temps

La sortie de Faure Gnassingbé est aussi un message à ses militants comme pour dire que plus rien ne sera comme avant. Les militants du parti UNIR et les associations qui gravitent autour du parti présidentiel devront apprendre de leur président. S'il fut un temps où certains militants voire des cadres du parti se comportaient comme au temps du parti unique RPT, le temps est venu pour qu'ils se délestent de ces mauvaises habitudes.

Il est loisir d'entendre les militants du parti UNIR se pavaner et narguer les autres militants des partis de l'opposition. Même dans l'administration, être membre du parti au pouvoir confère un certain pouvoir à certains. Il semble que cette période soit révolue. Le chef de l'Etat vient de sonner la fin de la récréation. Militants et sympathisants doivent se faire une idée du Togo nouveau que le Chef de l'Etat veut.

Au-delà de la politique, rien ne divise les togolais qui mangent et boivent ensemble, qu'ils soient du nord, du sud, de l'est ou de l'ouest. Les invectives contre ceux qui ne partagent pas la vision de UNIR sont désormais à proscrire. Que les zélés de militants de UNIR le comprennent aussi.

Koudjoukabal

POLITIQUE / Présidentielle 2015 :

C'est parti pour la révision des listes électorales

AVEC LE début de l'opération de la révision des listes électorales de ce jour, la commission électorale nationale indépendante du Togo se rapproche de plus en plus de l'échéance de l'élection présidentielle au Togo.

Après la série des formations des acteurs, l'étape actuelle montre que le processus va se poursuivre malgré les réserves que portent les partis de l'opposition. Pour cette opération qui débute dans la Zone I qui couvre Lomé, la région maritime et les préfectures d'Agou et de Kloto, la CENI indique que la révision des listes électorales concerne les jeunes ayant atteint 18 ans depuis le recensement électoral de 2013 et les majeurs non inscrits en 2013.

Il s'agit aussi pour les anciens électeurs qui ont perdu leur carte d'électeur de 2013 pour l'obtention d'un duplicata et ceux qui ont changé de lieu de résidence et qui disposent de leur carte d'électeur pour un transfert. Cette révision concerne également ceux qui ont changé de lieu de résidence et ont perdu leur carte d'électeur pour un duplicata et un transfert.

L'opération permettrait aussi à ceux qui ont leur carte et ne retrouveraient pas leur nom sur la liste affichée. " Il est demandé aux parents des électeurs décédés depuis 2013 de bien vouloir le signaler dans les centres de révision des listes électorales pour leur radiation" a précisé la CENI.

L'inscription sur les listes électorales concerne les Togolaises et les Togolais âgés de 18 ans révolus à la date de révision et non-inscrits sur la

liste électorale.

"Pour justifier son identité, l'électeur doit produire l'une des pièces suivantes à savoir Passeport, carte nationale d'identité, carte consulaire, livret de pension civile ou militaire, livret de famille" relève la CENI. L'institution électorale précise qu'un notable légalement désigné en qualité de personne ressource assiste les personnes ne disposant pas de pièces d'identité.

De la sensibilisation des populations

Si le parti au pouvoir UNIR s'emploie depuis quelques semaines à sensibiliser ses militants et les futurs électeurs à participer à cette révision et s'inscrire sur les listes électorales, c'est le mutisme plat du côté des partis de l'opposition notamment l'ANC qui attend toujours les derniers moments pour avancer des arguments et justifier sa défaite. Ce mutisme est incompréhensible de la part de ces partis qui disent vouloir le changement politique. on se demande bien comment pourrait-ils le faire si leurs militants ne se sont pas inscrits sur les listes électorales à moins que ces formations politiques n'aient des agendas cachés.

Il convient quand même de souligner que cette attitude n'est pas nouvelle de la part des ces partis de l'opposition. Il nous souvient que dans le passé, en 2013 lors des législatives, en 2010 lors des présidentielles, ces mêmes partis se sont comportés de la sorte. Le résultat, on le connaît. Les conséquences aussi.

L'enjeu du scrutin de cette année requiert une certaine responsabilité



Une opération de recensement électoral (Photo archives)

des partis politiques. Car, c'est cette attitude ambiguë des partis de l'opposition qui sème le doute dans les populations et engendre des peurs inexplicables à la veille des élections. Quel mal y a-t-il à inviter et à encourager les militants d'aller se faire inscrire en attendant que les discussions politiques n'aboutissent ? Que l'élection soit à un, deux ou trois tours, elle n'aura aucune incidence sur la liste électorale qui elle, serait déjà prête. L'opposition ferait mieux de réveiller et sonner le rappel de sa troupe. D'ailleurs, c'est dans la zone où elle fait des scores honorables que débute l'opération. Si elle se paye le luxe de ne pas inviter ses militants et sympathisants, elle n'aura que ses yeux pour pleurer au moment opportun.

Il est important de relever que ceux qui prétendent parler au nom du peuple doivent comprendre qu'au-delà de leur intérêt personnel, c'est la vie de millions de Togolais qui est en jeu. Il n'est plus question que le Togo

soit à la une de l'actualité mondiale a cause des l'inconséquence de ces hommes politiques de l'opposition. Le pays a trop souffert de ces calculs politiques qui ne font pas progresser la démocratie togolaise.

Le peuple ne doit plus être pris en otage pour un oui ou un non. L'opération de la révision des listes électorales est une nécessité prévue par les textes légaux et réglementaires du pays. Ne pas y souscrire et ne pas inciter les militants à l'adopter s'apparenterait à une faute lourde de la part des leaders de l'opposition.

La révision des listes électorales de la zone I commence ce 20 Janvier. Jean Pierre Fabre et les autres de l'opposition ont encore le temps d'appeler les populations à se déplacer massivement pour faire des vérifications sur la liste électorale et s'inscrire au cas échéant. Ce serait un acte hautement civique de leur part qui les grandira aux yeux de la nation tout entière.

Ali SAMBA

Zozo

LA MOITIÉ DES TOGOLAIS SONT DES ÉLECTEURS



Taffa Tabiou, président de la CENI

Selon des informations communiquées vendredi par le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), Taffa Tabiou Issifou, 3,5 millions de personnes devraient être inscrites sur les listes électorales en prévision de la présidentielle de 2015. Le processus de révision des listes débutera le 20 janvier et 600.000 nouveaux électeurs sont attendus, a confié Taffa Tabiou Issifou au micro d'une radio privée.

AUX URNES EN AVRIL ?



Une opération de recensement

En tout état de cause, la présidentielle aura lieu avant le mois de mai.

L'élection présidentielle pourrait avoir lieu début d'avril. C'est ce que pense Jeune Afrique paru lundi. Il appartient aux juges de la Cour constitutionnelle de fixer la date. Les opérations de recensement électoral débutent lundi et s'achèveront un mois plus tard. Il restera alors deux mois à la Commission électorale nationale indépendante (Céni) pour organiser le scrutin. Un laps de temps mis à profit par les candidats pour se déclarer officiellement.

SOMMET À COTONOU



Les Présidents Faure (g) et Boni Yayi (dt)

Le président Faure Gnassingbé prend part lundi au sommet de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) qui se déroule à Cotonou. Il a été accueilli à son arrivée à l'aéroport par Thomas Boni-Yayi, le président du Bénin et de l'UEMOA.

L'organisation régionale est composée de 8 pays : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Plusieurs thèmes sont à l'ordre du jour de cette 18e session. Les participants évoqueront la mise en œuvre des réglementations communes et examineront deux actes additionnels sur le Parlement et sur les critères de convergence économique. Ils aborderont également les questions relatives au bon fonctionnement de la concurrence.

Le sommet devrait aussi examiner la situation économique dans les pays de la zone face à la chute des cours mondiaux du pétrole et au renchérissement du dollar face à l'euro auquel est adossé le franc cfa.

BOKO HARAM : L'HEURE EST À L'ACTION

Les menaces de déstabilisation permanente que font peser les activités subversives de Boko Haram sur la sécurité des Etats d'Afrique de l'ouest et d'Afrique centrale commandent dorénavant une réaction concertée, collégiale, déterminante et proactive des Etats d'Afrique contre ces islamistes, indique un communiqué de la Fondation Pax Africana publié samedi.

L'heure n'est plus aux communiqués et aux dénonciations diplomatiques, mais à l'action. Il faudra faire un choix résolu entre le califatisme, l'insurrection et la sauvegarde de la stabilité politique et économique, gage de tout développement. Et désormais, cette lutte doit concerner tous les pays d'Afrique, souligne le texte...

Zozo

RENCONTRE DE FABRE AVEC LES ÉMISAIRES DE L'ONU ET DE L'UA : CE QUE L'AI DEMANDÉ EST QUE LES RÉFORMES SOIENT FAITES, PRÉSIDENT ANC



Jean-Pierre Fabre, chef de file de l'opposition

Depuis quelques jours déjà, des émissaires de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de l'Union Africaine (UA) étaient dans la capitale togolaise. Objectif, rencontrer les différents acteurs politiques en vue de s'enquérir des préparatifs des élections présidentielles de 2015. Conduite par Mohamed Ibn Chambas, le représentant du secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et Smail Chergui, commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), la mission a déjà rencontré plusieurs personnalités notamment le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. Outre M. Faure Gnassingbé, la mission a également rencontré certains opposants au régime au pouvoir. C'est le cas de l'Alliance nationale pour le Changement (ANC) de Jean-Pierre Fabre avec qui ils ont discuté des réformes, l'élection présidentielle ainsi que la conduite à tenir pour que le scrutin se déroule dans la paix. "Ce que j'ai demandé est que les réformes soient faites. Si après Faure Gnassingbé veut être candidat, cela ne regarde ni Jean-Pierre Fabre, ni l'ANC, ni CAP 2015. Cela ne regarde que la Cour Constitutionnelle. Et lorsque la situation se présentera, elle l'examinera la loi. Je ne veux pas qu'on parle de Faure Gnassingbé mais je me préoccupe de la réalisation de l'Accord, indépendamment de l'existence de Faure Gnassingbé", a laissé entendre le président de l'ANC.

LE CAR DE ME APÉVON FORMEL, FAURE N'AURA PAS DEUX AUTRES MANDATS PAR CONCESSION



Me Apévon Dodji, président du CAR

"Le CAR considère qu'il est inadmissible que le régime en place depuis un demi-siècle subordonne la réalisation des réformes à la concession par l'opposition de deux nouveaux mandats au président en exercice (...)" C'est ce que déclarait le Président du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), Me Apévon Dodji dimanche lors de la première convention nationale de refondation de sa jeunesse "Jeunes républicains libéraux". La convention qui s'est déroulée autour du thème, "Debout pour la défense de la République ! Le Togo n'est la propriété de personne", sonne la relance des activités du parti dans le cadre de la prochaine élection présidentielle. Occasion choisie par le président du parti pour aborder la question des réformes. Me Apévon a vertement critiqué les hommes du pouvoir qui développent des stratégies pour ne pas faire les réformes avant l'élection présidentielle. A côté de l'Unir, le président du CAR pointe aussi un doigt accusateur sur l'Alliance nationale pour le changement (ANC) qui, dit-il, entretient l'amalgame entre la révolution et le dialogue, position qui a contribué au blocage des réformes. "Parler de dialogue avec un pouvoir qu'on veut chasser par la rue est de la pure supercherie", dit Me Apévon. Avant d'avertir : "Si les réformes ne sont pas faites avant la fin du mandat en cours, le statu quo créera une situation pire que la possibilité pour le président sortant de se présenter une seule et dernière fois à l'élection présidentielle..." M. Faure bouclera bientôt deux mandats. Les positions sont tranchées et chaque parti politique tire le drapeau de son côté. Jusqu'à quand ? Difficile de le savoir.

ECONOMIE : La Banque Mondiale note une légère hausse de la croissance en Afrique sub-saharienne en 2014

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est légèrement accélérée en 2014 pour atteindre 4,5 % contre 4,2 % en 2013. Elle a toutefois nettement ralenti en Afrique du Sud en raison des grèves survenues dans le secteur minier, des pénuries d'électricité et du manque de confiance des investisseurs.



Le siège de la Banque Mondiale

En Angola, l'économie a été freinée par la baisse de la production pétrolière, tandis que l'épidémie d'Ebola a fortement perturbé l'activité en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. En revanche, l'activité économique s'est développée à un rythme soutenu au Nigéria (première économie de la région) grâce au dynamisme du secteur non pétrolier. La croissance a été vigoureuse aussi dans de nombreux pays à faibles revenus de la région. Si l'on fait abstraction de l'Afrique du Sud, la croissance régionale moyenne s'est élevée à 5,6 %, mais l'extrême pauvreté reste très répandue dans la région.

Facteurs de croissance

Parmi les principaux facteurs de croissance figurent les investissements dans l'infrastructure publique, l'augmentation de la production agricole et la vigueur des services. Les flux d'investissements étrangers directs -importante source de financement de la formation de capital fixe dans la région -ont diminué en 2014 sous l'effet du ralentissement de la croissance dans les pays émergents et de la faiblesse des cours des produits de base. Cependant, plusieurs pays considérés comme des marchés pionniers, notamment la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Sénégal, ont pu recourir aux marchés obligataires internationaux pour financer des projets d'infrastructure.

Le déficit budgétaire a diminué à l'échelle de la région, car plusieurs États ont pris des mesures en 2014 pour maîtriser leurs dépenses, mais la situation budgétaire de nombreux pays s'est dégradée. Dans certains d'entre eux (Kenya et Mozambique, par exemple), la dégradation des finances publiques s'explique par le gonflement de la masse salariale, alors que dans d'autres (tels que le Mali, le Niger et l'Ouganda) elle est la conséquence d'une hausse des dépenses causée par l'accroissement des investissements publics et leur concentration en début de période.

Ailleurs (en Angola, par exemple), le creusement des déficits est dû à la baisse des recettes publiques, notamment dans le cas des pays exportateurs de pétrole en raison du recul de la production et des cours pétroliers. Le taux d'endettement de la région est resté modéré grâce au dynamisme de la croissance et à l'application de taux d'intérêt bonifiés. La dette s'est toutefois nettement accrue en 2014 dans quelques pays, notamment au Ghana, au Niger, au Mozambique et au Sénégal.

La baisse des cours du pétrole, des métaux et des produits agricoles a pesé sur les exportations de la région, alors que la demande de produits d'importation, alimentée par les projets d'infrastructure, restait forte. Aussi, plusieurs pays regardés comme des marchés pionniers, ainsi que l'Afrique du Sud, continuent-ils

d'accuser un déficit substantiel tant sur le plan budgétaire qu'au niveau de la balance des opérations courantes. L'inflation s'est accélérée au premier semestre de 2014 en partie sous l'effet du renchérissement des denrées alimentaires, mais est restée faible dans la plupart des pays. Les marges d'intérêt sur les obligations souveraines ont fortement augmenté en raison de l'inquiétude suscitée par la baisse du prix du pétrole.

Le naira nigérian s'est considérablement déprécié par rapport au dollar des États-Unis, contraignant la banque centrale à relever les taux d'intérêt et à dévaluer la monnaie. Affaibli par l'ampleur du déficit de la balance des paiements courants du pays, le rand sud-africain a continué de baisser.

Perspectives

Selon les prévisions, la croissance du PIB régional devrait rester quasiment inchangée en 2015 et s'établir à 4,6 %, puis reprendre progressivement de la vitesse pour atteindre 5,1 % en 2017 grâce au dynamisme de l'investissement dans les infrastructures, l'accroissement de la production

agricole et l'expansion du secteur des services. La contribution des prix des produits de base et des entrées de capitaux devrait être moindre, la demande et l'activité économique des pays émergents restant faibles.

La croissance restera soutenue dans la plupart des pays à faibles revenus grâce aux dépenses d'infrastructure et à l'expansion du secteur agricole, mais la faiblesse des cours des produits de base freinera l'activité des exportateurs de ce secteur. Selon les prévisions, l'Afrique du Sud connaîtra une croissance lente mais régulière, soutenue en partie par une augmentation progressive des exportations nettes et la mise en œuvre de réformes destinées à éliminer les blocages du secteur de l'énergie.

En Angola, la croissance devrait s'accroître légèrement sous l'effet du rebond de la production pétrolière.

Au Nigéria, la dévaluation du naira entraînera une accélération de l'inflation et un ralentissement de la croissance en 2015, mais, en raison de la poursuite de l'expansion des secteurs non pétroliers, notamment le secteur des services, la croissance

devrait s'accroître en 2016 et au-delà. Parmi les pays faisant partie des marchés pionniers, l'expansion devrait prendre de l'élan au Kenya à la faveur de la hausse des investissements publics et de la reprise de l'activité dans le secteur touristique.

L'inflation et le niveau élevé des taux d'intérêt pèseront sur la confiance des consommateurs et des investisseurs au Ghana, dont l'activité économique s'en trouvera ralentie.

Sur le plan mondial

En 2014, la croissance mondiale a été plus faible que prévu-illustration supplémentaire de la série de résultats décevants enregistrés depuis quelques années. La croissance ne s'est que légèrement accélérée en 2014 pour atteindre un taux de 2,6 % contre 2,5 % en 2013. Derrière ces chiffres globaux se dissimulent toutefois des divergences de plus en plus marquées au sein des grandes économies. Tandis que l'activité gagnait de la vitesse aux États-Unis et au Royaume-Uni, parallèlement à l'assainissement du marché du travail et à la poursuite de politiques monétaires extrêmement accommodantes, la reprise piétinait dans la zone euro et au Japon en raison des effets persistants de la crise financière conjugués aux blocages structurels.

Pour sa part, la Chine traverse une phase de ralentissement soigneusement gérée. Les taux de croissance insatisfaisants observés dans d'autres pays en développement en 2014 sont dus à la faiblesse de la demande extérieure, mais aussi au durcissement des politiques intérieures, au climat d'incertitude politique et aux limites imposées par l'offre.

POLITIQUE/ Présidentielle 2015 : Le CAR remobilise sa "troupe", Kodzo Awudi à la tête de la jeunesse du parti pour la "conquête de l'électorat"

LE COMITÉ d'Action pour le Renouveau (CAR, opposition) affûte ses armes pour la prochaine présidentielle. Cette formation politique a tenu ce dimanche à Lomé, la convention de sa jeunesse, rencontre à l'issue de laquelle Kodzo Awudi a été porté à la tête de la jeunesse de ce parti. M. Awudi avait dirigé le mouvement pour l'épanouissement de l'étudiant togolais (MEET), l'une des puissantes associations des étudiants.



Kodzo Awudi, président jeunesse du CAR

Les plus hauts responsables du CAR dont son président d'honneur Me Yawovi Agboyibo, ainsi que l'actuel président du parti Me Dodji Apévon ont pris part à la convention placée sous le thème: "Debout pour la défense de la République ! Le Togo n'est la propriété de personne".

Kodzo Awudi dirige un bureau de 19 membres ayant pour mission de remobiliser la jeunesse du CAR pour aller "à la conquête de l'électorat".

"Notre mission, c'est d'éveiller la société togolaise, notamment la jeunesse. Car, nous avons constaté depuis un certain temps que la jeunesse togolaise est en déroute. Aujourd'hui, le Togo est au carrefour de son destin", a déclaré à la presse Kodzo Awudi.

"Au CAR, nous pensons qu'il appartient à la jeunesse de continuer le travail que nos aînés avaient commencé. Et ce travail ou la troisième vague du processus démocratique+ a

pour quintessence la lutte pour les réformes", a-t-il souligné.

Selon Me Dodji Apévon, la tenue de cette convention de la jeunesse revêt un caractère important, le CAR ayant connu entre-temps un "déclin", situation ayant également affecté sa jeunesse.

"Le fer-de-lance d'un parti politique est sa jeunesse. Et nous avons compris que notre parti qui a été créé dans l'enthousiasme populaire dans les années 1991 a connu du déclin entre temps. Ce déclin a également affecté notre jeunesse qui ne se reconnaît plus. C'est pour cela que nous avons pensé qu'il est utile de tenir cette convention, surtout que de jeunes nouvelles générations sont arrivées, constituées d'étudiants aguerris, décidés à apporter leur soutien au parti. Nous avons donc décidé de mettre toutes ces forces ensemble pour que notre jeunesse puisse être refondée pour aller à la conquête de

l'électorat", a précisé le président du CAR.

Cette convention n'a pas passé sous silence les réformes constitutionnelles et institutionnelles, notamment le blocage des discussions

à l'Assemblée nationale sur la proposition de loi portant réformes. Le CAR a accusé le parti au pouvoir et l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC, principal parti de l'opposition) de bloquer les discussions.

Les participants se sont également prononcés sur le principal sujet qui bloque les discussions: la candidature du président Faure Gnassingbé à la prochaine présidentielle. Les jeunes se sont alignés sur l'analyse du président d'honneur du CAR qui tient compte du mandat en cours: ainsi, le président Faure Gnassingbé ne pourra se présenter qu'une seule fois à un scrutin présidentiel.

Rappelons que le CAR est l'une des principales formations politiques de l'opposition togolaise. Ce parti avait obtenu 5 sièges sur 91 au Parlement à l'issue des élections législatives de juillet 2013.

Source: savoirnews.net

Ministère des affaires étrangères : La diplomatie économique tous azimuts du Togo porte ses fruits

DEPUIS 2010, la diplomatie togolaise a repris de la couleur sous l'impulsion du Chef de l'Etat qui a dressé une feuille de route bien précise aux différents ministres des affaires étrangères pour que le pays redore son blason dans ce secteur.

Jadis avant-garde de la bonne image du pays à l'extérieur, la diplomatie togolaise a connu un essoufflement dans les années 2000 dû à la crise socio politique. Mais depuis 2010, avec la nouvelle orientation inspirée par Faure Gnassingbé, le Togo est passé à une offensive qui, petit à petit, lui redonne ses lettres de noblesse. Progressivement, le Togo retrouve sa place d'antan au sein de la communauté internationale, un pays dont la voix compte.

En 5 ans la diplomatie togolaise s'est résolument tournée vers une diplomatie économique au service du développement dans le but d'améliorer les conditions de vie des Togolais. Selon un document du ministère des affaires étrangères, les actions réalisées durant les cinq dernières années portent, entre autres, sur l'amélioration des conditions de vie et de travail du personnel du MAEC, l'extension du réseau diplomatique togolais, la paix et la sécurité internationales, le renforcement de la coopération avec les partenaires, l'intégration régionale et sous-régionale et la diaspora togolaise...

Amélioration des conditions de vie et de travail du personnel du MAEC

Selon le ministère des affaires étrangères et de la coopération, on peut citer dans ce cadre l'amélioration du traitement du personnel des missions diplomatiques et consulaires, conformément au décret N° 2013-051/PR du 21 août 2013 définissant les positions et fixant le régime de rémunération des personnels des représentations diplomatiques, le renforcement des missions diplomatiques en ressources humaines qualifiées, le développement des compétences du personnel à travers les formations et l'apprentissage des langues étrangères.

Plus d'attention aux togolais de la diaspora togolaise

Depuis quelques années déjà, la prise en compte de la diaspora togolaise est au cœur de l'organisation des missions de prospection, de sensibilisation et de mobilisation effectuées en Afrique, en Europe, au Canada et aux Etats-Unis d'Amérique.

Ceci a naturellement abouti à l'organisation des premières assises nationales sur la mobilisation des compétences de la diaspora pour le renforcement des capacités au Togo, tenues à Paris, à Montréal et à Lomé et l'adoption en 2012 d'un document de stratégie et de mécanismes à mettre en place dans le cadre de la mobilisation de la diaspora togolaise au soutien du développement économique et social du Togo.

A ce titre, on peut souligner la mise en place d'un Comité interministériel pour l'élaboration de la politique nationale migratoire et la gestion du projet migration et développement. Le Ministère, avec l'appui financier de l'Organisation Internationale pour les Migrations, met en œuvre un projet intitulé "Renforcement des capacités pour une gestion stratégique des migrations au Togo et de la diaspora togolaise". Dans le cadre de l'exécution de ce projet, des missions d'étu-



Robert Dussey, ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération

des, d'échanges et d'imprégnation des expériences de certains pays en matière de diaspora ont été effectuées, notamment au Mali, au Maroc et au Bénin ;

- L'exemption de visas d'entrée au Togo, au profit des Togolais détenteurs de passeports étrangers est aussi à mettre à l'actif des efforts du MAEC vis-à-vis de la diaspora togolaise.

Au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération on avance aussi la création en mai 2014 de la cellule de promotion et de placement des Togolais dans les Organisations Internationales, présidée personnellement par Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération et la préparation, l'organisation des dialogues permanents Union Européenne-Gouvernement dans la perspective de la recherche continue d'un apaisement de la vie sociopolitique du pays.

Autres points positifs à faire remarquer, c'est le renforcement de la visibilité du Togo au sein des Organisations Internationales avec l'élection des cadres togolais dans les organes des Nations Unies et de l'Union Africaine, notamment au Tribunal International pour l'Ex-Yougoslavie, au Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale, au Conseil exécutif

de l'UNESCO, au Comité du droit des enfants des Nations Unies, à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, au Comité consultatif de la commission de l'Union africaine pour la lutte contre la corruption.

- La mise en place au sein du Ministère d'une cellule d'organisation des missions économiques et l'organisation, du 11 au 14 mars 2014, d'une mission d'audit du protocole d'Etat en vue de définir un nouveau cadre qui, d'une part, imposera le respect strict des règles protocolaires en République Togolaise et, d'autre part, permettra de redonner au protocole d'Etat sa place au sein de la République sont entre autres à saluer.

Visibilité du Togo à l'extérieur

L'amélioration de la visibilité du Togo à l'extérieur s'est aussi accrue avec l'ouverture de nouvelles représentations diplomatiques à Tokyo, à Koweït-City, à New-Delhi, à Genève, à l'UNESCO à Paris et la réouverture de l'ambassade du Togo à Londres sans oublier l'établissement des relations diplomatiques entre le Togo et plusieurs pays tels le Royaume de Cambodge, le Belarus, l'Azerbaïdjan, les Iles Fidji, l'Ouganda, l'Ordre Souverain de Malte (OSJ), la Mongolie, le Kosovo et Singapour.

AGRICULTURE / COTON :

Le Togo inquiet de la baisse des cours mondiaux

LE MARCHÉ mondial du coton est comme tous les autres marchés internationaux de matières premières. Il répond au principe de l'offre et de la demande. C'est-à-dire que lorsque la demande est forte sur le marché, les prix montent et à contrario si la demande est faible, les prix baissent.

En ce moment, il y a trois phénomènes qui tirent le prix vers le bas : D'abord il y a le fait que la production mondiale ne cesse de croître ces 4 dernières années dépassant ainsi la consommation mondiale. Ensuite, la Chine, 1er consommateur mondial a constitué des stocks stratégiques pouvant couvrir 3 années de production. Elle n'achète cette année que la quantité minimale que lui impose l'OMC, l'Organisation Mondiale du Commerce. Enfin, l'Inde qui était il y a peu un pays importateur de fibre a vu sa production exploser au point de devenir 1er producteur mondial devant la Chine. Elle n'importe presque pas cette campagne. Ainsi donc sur le marché actuellement l'offre dépasse largement la demande.

Quelles conséquences cette situation a sur le producteur individuel ?

A quel prix sera acheté le coton cette campagne ? Cette campagne, le

prix initial est de 230 F, le premier choix. Il est certain que le prix final sera inférieur à cela. En tout état de cause, le producteur individuel ne sera pas touché directement. Les 230 F seront maintenus. Les achats ont déjà commencé un peu partout au prix de 230 F/kilo. Pour autant, cela va occasionner un déficit qu'il faudra trouver le moyen de gérer. Ce déficit est estimé à environ 2 milliards de francs cfa.

Une production en hausse

La superficie totale emblavée pour cette campagne est : 130.614 hectares pour un objectif de 120.000 hectares soit un taux de réalisation de plus de 108% contre 93.739 hectares la campagne précédente. Prévision de Production Avec la fin des opérations purement agricoles et le début de la commercialisation, il est attendu 106.000 tonnes de coton graine avec un rendement de 811kg/hectare pour cette campagne, contre une production de 77.800 tonnes et un rendement de 830 kg/hectare la campagne précédente.

L'ouverture des Usines

Avec l'ouverture le samedi 03 janvier 2015 de l'usine de Talo, l'égrenage du coton est effectif dans toutes les usines exploitées par la NSCT. Cette ouverture de l'usine de Talo est une bonne nouvelle car au mois de

Il faut souligner que le mandat du Togo en qualité de membre non permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour la période 2012-2013 a été remarquablement apprécié, notamment dans un contexte marqué par de grandes crises et de conflits meurtriers. "C'est ainsi que le Togo a activement contribué à l'adoption de la résolution 2039 du 29 février 2012 relative à la piraterie et à la sécurité maritime" indique-t-on au MAEC.

Il y a lieu aussi de relever l'organisation, en mai 2013, par le Togo, d'un séminaire régional, en vue de l'universalisation de la Convention sur l'interdiction des armes à sous munitions, et qui lui a valu d'être choisi comme point focal des pays africains francophones pour faire le suivi de l'universalisation de la Convention en Afrique ;

- La finalisation et la validation, en avril 2014, du plan intégré d'appui à la sécurité nucléaire conformément aux recommandations de l'AIEA. A cet effet, sous la coordination du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, il a été créé un comité chargé des travaux préparatoires pour la mise en place, par arrêté interministériel, d'une Autorité nationale de radioprotection, de sûreté et de sécurité nucléaire;

- La mise en place en mai 2014, après concertations avec le Centre Régional des Nations Unies pour le désarmement en Afrique (UNREC), d'un comité interministériel chargé du suivi et de la coordination des mesures de mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) au Togo relative à la lutte contre la prolifération des armes nucléaires, biologiques, chimiques et leurs vecteurs, et le risque lié à l'acquisition de ces armes par des acteurs non étatiques ;

- La participation active aux observations électorales sur tout le continent dans le but de renforcer le processus démocratique et par-delà la paix en Afrique.

A suivre...

Zozo

LE PERSONNEL DE WACEM ET FORTIA EN GRÈVE ILLIMITÉE

Vivre de son travail quand on est employé à Wacem et à Fortia, est un luxe que, seulement, s'offrent les responsables de ces deux entreprises, spécialisées dans la fabrication et la commercialisation du ciment. Les travailleurs, après trois jours de grève qui n'ont rien donné, optent pour une cessation de travail à durée indéterminée. Ce n'est plus un secret pour personne. Wacem et Fortia génèrent d'énormes chiffres d'affaires annuelles que les employeurs (des Indiens) prennent le soin de rapatrier. Pendant ce temps, ceux qui y travaillent vivent mal, très mal au point de crier leur ras-le-bol à travers ce mouvement de débrayage. Dans les usines, les conditions de travail sont difficiles, ce qui amène des autorités locales à apporter un soutien à peine voilé aux responsables du Syndicat démocratique des mines (Sydémimes).

"Nous trouvons que c'est sérieux et nous n'allons pas nous taire. Sachez que vous tous qui êtes là, vous devez rester solidaires pour revendiquer. Le ministre des Mines est intervenu. Nous n'allons pas vous dire d'entrer en grève, vous devez reprendre. Vous allez reprendre le travail et quand ils disent, faites ceci, vous le faites. Le ministre a promis de vous aider et nous allons l'attendre", a conseillé le préfet de Yoto, Komlan Toudéka.

La grève de 72 heures lancée entre-temps, a pris fin mercredi dernier. Après une réunion, le syndicat a décidé de reconduire le mouvement qui sera cette fois-ci illimité.

"Nous avons trois principales revendications qui nous ont motivés à entrer en grève. La première concerne les travailleurs contractuels. Il est vrai que la loi a prévu qu'il y ait des tâcherons, mais elle ne prévoit pas qu'un emploi censé être permanent soit confié à un tâcheron. La deuxième est relative à la grille salariale appliquée par Fortia. Notre troisième revendication qui concerne principalement Wacem est la santé des employés", a expliqué Kodjovi Sedonou, Secrétaire général Adjoint de Sydémimes.

Wacem, Fortia et PP Bag exploitent des milliers de travailleurs qui font déjà dix-huit (18) ans dans le service. Mais ils gardent toujours le statut de contractuels (...)

Le Secrétaire général de Sydémimes dit ne pas demander grand-chose aux employeurs que le respect du Code du travail, notamment le Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), le versement des cotisations à la caisse devant leur "assurer la retraite", la prise en charge médicale des employés de Wacem particulièrement et l'avancement des travailleurs. "Les avancements sont inexistantes à Wacem, Fortia et à PP Bag", déplore-t-il. Pour le moment, du côté de l'employeur, c'est le silence.

UNE CAMPAGNE POUR L'ÉDUCATION ET LA PAIX

Le gouvernement, à travers le ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation, en collaboration avec le ministère en charge de la Formation civique, organise avec l'appui de l'Unesco, une campagne nationale de vulgarisation des supports d'autoformation pour l'éducation à la paix dans les chefs-lieux de régions et Lomé-commune. Elle se déroulera du 19 au 23 janvier prochains.

Cette campagne s'inscrit dans le cadre de la politique encouragée par le président Faure Gnassingbé et du gouvernement en faveur de la consolidation de la paix, de la cohésion sociale et de la participation citoyenne au développement. Elle permettra de sensibiliser directement plus de 750 acteurs clés. 1100 CD/DVD, 500 Clés USB et des centaines d'affiches éducatives seront distribués aux autorités politiques et administratives, aux forces de défense et sécurité, aux leaders d'opinions, aux chefs religieux et coutumiers, aux universités et établissements scolaires, aux ONG, associations et groupements etc...

Ces documents sont accessibles en ligne en français, en anglais et en portugais, en ewé et en Kabyè.

Le document comprend sept modules autonomes parmi lesquels culture de la paix, prévention et gestion des conflits, droits humains, citoyenneté et civisme, démocratie et bonne gouvernance, notamment.

ZOZO

ENCORE 48 HEURES DE GRÈVE DE LA STT JEUDI ET VENDREDI PROCHAINS

Les travailleurs ne donnent visiblement pas de répit au gouvernement. Comme nous l'avions annoncé hier, ils décident de passer à la vitesse supérieure. Un nouveau mot d'ordre de grève de 48 heures vient d'être lancé, suite à l'Assemblée générale tenue avec la base vendredi après-midi.

Des particularités seront attribuées à cette nouvelle grève, à en croire les responsables de la Synergie des travailleurs du Togo (STT). " Jusque-là il n'aurait pas à notre avis un grand souci pour les autorités en face, puisque on dirait peut-être que tout fonctionnaire peut grever dès qu'il sent que ses droits ne sont pas respectés. Mais seulement voilà, à cette nouvelle manifestation de grève une formule ancienne utilisée par le passé qui avait fait frémir les autorités sera appliquée ", a indiqué Gilbert Tsolényanu, porte-parole de la STT.

Ainsi du côté des enseignants, les cours de ces deux jours de grève (la semaine prochaine) seront considérés comme fait. " Au niveau de la santé nous allons augmenter en pallier en allant vers la fermeture de certains services clés et stratégiques ", a expliqué le porte-parole...

LA FILIÈRE COTON PÉNALISÉE PAR LA BAISSSE DES COURS MONDIAUX

Les cours du coton sont orientés à la baisse. Ce qui ne fait pas les affaires des producteurs et de la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT). Dans sa revue interne, elle explique les raisons de la chute des prix.

D'abord il y a le fait que la production mondiale ne cesse de croître ces 4 dernières années dépassant ainsi la consommation mondiale. Ensuite, la Chine, 1er consommateur mondial a constitué des stocks stratégiques pouvant couvrir 3 années de production. Elle n'achète que la quantité minimale que lui impose l'OMC. Enfin, l'Inde qui était il y a peu un pays importateur de fibre a vu sa production exploser au point de devenir 1er producteur mondial devant la Chine. Elle n'importe presque plus.

Le Togo vend la totalité de son coton fibre sur le marché international. Il va sans dire, qu'une baisse des cours le touche directement.

Les achats coton-graine 2014/15 vont sans doute engendrer un déficit si la tendance baissière se maintient. Tout ceci est de nature à freiner l'élan de la relance de la filière et l'ensemble des activités économiques qui y sont liées, souligne la NSCT.

NOUVEL ÉTAT-MAJOR AU CNJ

Régis Batchassi a été élu samedi président du Conseil National de la Jeunesse (CNJ) en remplacement de Thierry Lakougnon qui a effectué deux mandats.

En février 2014, une précédente élection avait été invalidée en raison de fraudes avérées. Selon Victoire Dogbé-Tomegah, la ministre du Développement à la base, présente sur place samedi à Kara, le processus s'est déroulé cette fois dans la transparence la plus totale.

Créé en 2008, le CNJ regroupe 328 mouvements de jeunesse. Sa mission est de répondre aux aspirations et aux préoccupations des jeunes, notamment en matière d'emploi et de formation. Il se veut un cadre de concertation, d'expression et d'action en vue d'assurer la participation de la jeunesse au processus de développement

Le nouveau Bureau :

Président : Régis Batchassi
1er vice-président : Koffi Amewo
2ème Vice-président : Kokou Bayita
Trésorier Général : Afi Zewu
Trésorier général adjoint : Abidé Nadia
Secrétaire Général : Bokoba Diogo
Secrétaire général adjoint : Cataria Quam
Secrétaire à la formation et emploi : Fawi Koboyo
Secrétaire à la communication et à l'information : Alvès Koutob
Secrétaire national à l'organisation : Kossi Yodo
Secrétaire à l'éducation et à la promotion féminine : Yaovi Hablu.

CEDEAO : LES MINISTRES DU GENRE DE LA CEDEAO ADOPTENT DES PROJETS DE TEXTES FONDAMENTAUX SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

LES MINISTRES du Genre de la CEDEAO, réunis du 16 au 17 janvier 2015 à Dakar, au Sénégal, ont adopté trois documents fondamentaux dont la mise en œuvre contribuerait à garantir une prise en compte plus appropriée des questions de genre à tous les niveaux d'intervention au plan régional.

Il s'agit du projet d'Acte additionnel sur l'égalité des droits entre les femmes et les hommes pour le développement durable dans l'espace CEDEAO, du projet de Plan d'action de la CEDEAO pour le Genre et le Commerce ainsi que du projet de Cadre et de Plan d'action de la CEDEAO sur le Genre et la Migration.

Concernant le projet d'Acte additionnel sur l'égalité des droits entre les femmes et les hommes pour le développement durable dans l'espace CEDEAO, il a été adopté sous réserve de certains amendements. Il a été décidé de soumettre le document finalisé à l'ensemble des ministres du Genre avant sa présentation au Conseil des ministres de la CEDEAO.

S'agissant du projet de Plan d'action de la CEDEAO pour le Genre et le Commerce, il a été adopté sous réserve du rajout de certaines questions relatives aux produits d'élevage et à la pêche.

Quant au projet de Cadre et de Plan d'action de la CEDEAO sur le Genre et la Migration, les ministres l'ont adopté sans réserve. Cette réunion ministérielle a également examiné plusieurs autres dossiers, notamment la Déclaration d'Accra relative à la protection sociale, la situation des



Kadré Désiré Ouédraogo, président de la Commission de la CEDEAO

200 jeunes filles enlevées en avril 2014 par le groupe terroriste Boko Haram à Chibok, au Nigeria, le rapport de mise en œuvre de la politique genre de la CEDEAO, le rapport sur la situation du genre en Afrique de l'Ouest tout comme la riposte à l'épidémie à virus Ebola dans la région.

Pour le rapport de mise en œuvre de la politique genre de la CEDEAO, les participants ont recommandé d'élargir l'accès aux crédits aux femmes à l'élevage et à la pêche et de parler désormais de la "santé de la femme" en lieu et place de "santé maternelle".

S'agissant du rapport sur la situation du genre en Afrique de l'Ouest, il a été adopté sous réserve de la prise en compte des observations faites par les participants. Toutefois, il a été demandé aux Etats membres d'actualiser leurs données sur le Genre et de les transmettre au Centre de la CEDEAO pour le développement du genre (CCDG) basé à Dakar, au Sénégal, de sorte que celles-ci reflètent les réalités du moment.

Par rapport à la maladie à virus Ebola dans la région, la réunion, tout en saluant les mesures prises par la CEDEAO pour freiner la propagation de la maladie, a recommandé entre autres, la création d'un fonds de gestion des maladies (période post épidémique) ainsi que la réalisation d'une étude sur Genre et Ebola en Afrique de l'Ouest pour pouvoir justifier de la mise à disposition de ressources par les gouvernements.

Les ministres ont d'ailleurs saisi cette occasion pour exprimer leur reconnaissance à l'espace communautaire et à la communauté internationale pour leur soutien dans la lutte contre la propagation du virus Ebola dans la région.

Autre document adopté par cette réunion, la Déclaration d'Accra sur la protection sociale. Cependant, suite aux observations de la commissaire chargée des Affaires sociales et du Genre de la Commission de la CEDEAO sur les dénominations différenciées des ministères en charge

du Genre et des Affaires sociales dans les Etats membres, les participants ont préconisé la mise en place d'une assemblée des ministres en charge des Affaires sociales et du Genre qui permettrait de regrouper le genre, l'enfance et la famille.

Les ministres ont également adopté à l'unanimité une Déclaration sur l'enlèvement des 200 jeunes filles de Chibok et d'autres personnes, notamment de femmes et d'enfants, perpétrés au nord du Nigeria par des insurgés et exigé leur libération immédiate et sans condition.

Ils ont condamné avec la plus grande fermeté ces enlèvements, qu'ils qualifient d'actes criminels, et le recrutement de jeunes filles pour commettre des attentats-suicides à la bombe, incendier des villages et détruire des infrastructures dans le nord du Nigeria par Boko Haram.

A la cérémonie de clôture, la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance du Sénégal, Mme Mariama Sarr, et celle du Genre, de l'Enfant et de la Protection sociale du Ghana, l'honorable Nana Oye Lithur, dont le pays assure actuellement la présidence en exercice de la CEDEAO, se sont félicitées des conclusions de cette rencontre et ont remercié les participants pour la pertinence de leurs réflexions et recommandations.

La ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance du Sénégal, Mme Mariama Sarr, a particulièrement émis le souhait de voir les différentes recommandations issues de cette rencontre adoptées respectivement par le Conseil des ministres et la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO.

Littérature/Kangni Alem:

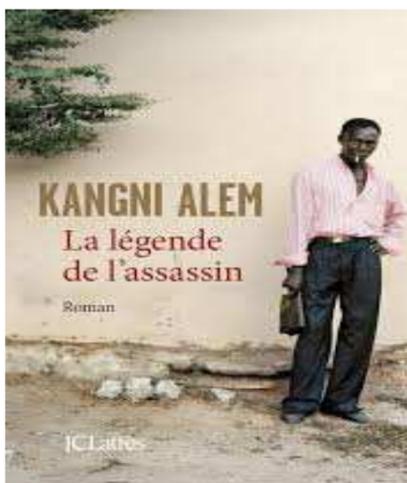
La Légende de l'assassin

TIBRAVA, 14 octobre 1978, à la plage, un homme, mains ficelées dans le dos, et le buste attaché au tronc d'un cocotier, fut exécuté pour avoir décapité un jeune imam, Bouraïma. Cet homme-là s'appelait K.A.

TiBrava, 21 avril 2012, un homme, couché sur le dos dans une pièce vide aux trois quarts, se trouve bousculé dans sa conscience au soir de sa carrière d'avocat. Cet homme-là s'appelle Apollinaire.

Voilà, un peu sur le modèle cinématographique, les deux plans qu'offre La Légende de l'assassin, le nouveau roman de l'écrivain togolais Kangni Alem. Question : qu'est-ce qui réunit ces deux plans ?

D'abord l'espace : TiBrava, on le sait déjà, fait partie de la mythologie personnelle de l'auteur. TiBrava est Togo, TiBrava est partout, espace gonflé ou dégonflé (c'est selon !), par la fiction et l'alchimie des mots dont seul l'auteur détient le souffle. Espace symbolique, tantôt minuscule comme Lomé, tantôt grand comme le monde. Espace élastique comme la rivière Rukarara chez Scholastique Mukasonga. La Légende de l'assassin apporte sa part de mythe au TiBrava de Kangni Alem, avec une peinture de nos modernités urbaines - surtout



de Lomé ? - où s'enracine de plus en plus une curieuse civilisation de l'insulte ! À qui la faute ?

Ensuite l'intrigue : le premier plan donne à voir un K.A., Koffi Adjata, figure réelle dans la mémoire collective du Togo. Le second plan offre un personnage de papier, Apollinaire, qui sera le donateur du récit comme dirait Barthes. Entre les deux, un lien. Apollinaire fut, en 1978, l'avocat commis d'office à K.A.

On aura enfin compris : comme des fleurs du mal, fiction et réalité poussent ensemble dans ce nouveau roman de Kangni Alem. Son narrateur, à la gueule comparable à celle de Haroun de l'Algérien Kamel

Daoud, se présente dès le départ : Je m'appelle Apollinaire, j'ai soixante-dix ans, un diabète, du cholestérol et je fais de l'hypertension.

Quelques pages plus loin, il ajoute : J'ai le même rapport avec le droit que celui que j'ai avec mes maîtresses. Je préfère, la plupart du temps, la manipulation à la sincérité des sentiments.

Le décor ainsi planté, le narrateur va tenter de cerner davantage la figure de son client d'il y a 34 ans, de comprendre cette affaire qu'il a perdue à une époque où la récupération politique empêchait une investigation poussée et surtout dans un pays où la langue des autres demeure la voie royale pour semer le désordre dans les têtes, et régner sur un empire tropical, hybride, fragile et au final frustrant.

Éviter les oripeaux langagiers, aller soi-même aux sources de l'information, se frayer un chemin entre rumeurs, mythes et légendes pour interroger sans passion le passé. Voilà ce qu'entreprend le narrateur de Kangni. Exercice qui ne débouche pas forcément sur la vérité - encore faut-il qu'elle existe ! -, mais révèle d'autres voix et d'autres figures comme celle du Révérend Gail Hightower.

Et le roman devient témoignages, regards croisés qui vont au-delà du crime particulier de Koffi Adjata, pour problématiser nos divers rapports au droit, nos formes variées de fanatismes, nos machines inhumaines de manipulation, nos dérives incroyables de croyances religieuses, toutes nos machines d'intrigues et d'intolérances, qui n'épargnent aucune tête

Têtes piquées sur fourches. Tête qu'on pleure et qu'on embrasse. Tête et corps séparés. Tête et corps réunis. La tête sans corps. Le corps sans tête. Crânes de chrétiens. Crânes de musulmans. Crânes païens, animistes. Crânes laïcs. Têtes miraculeuses qui repoussent au fur et à mesure qu'on les décolle. De quoi faire tourner la tête, derviche !

Ah il y a quelque chose de sanglant dans ce roman de Kangni ! La langue sûrement ! Cette langue colorée qui dit les choses avec distance, avec humour et avec dérision. Le lecteur, invité à pleurer-rire, se retrouve devant un écran où l'auteur projette des vies, des bouts de vies, des parts de mémoire et des tranches existentielles. Véritable invitation à la réflexion et au voyage, un voyage d'être à être pour un rendez-vous pris en février prochain, sortie officielle du livre.

Blog d'Anas Atakora
Source: togocultures.com

Echos de la CAN Guinée Equatoriale 2015 :

Gp1 : La Tunisie déçoit face au Cap-Vert

EN MATCH de la première journée du groupe B de la CAN-2015, disputé à Ebebiyin, la Tunisie de Youssef Msakni défiait le Cap-Vert de Ryan Mendes. Résultat : 1-1 au terme d'un match crispant et une première place ex-aequo dans une poule indécise qui compte également la Zambie et la RDC.

La Tunisie, l'équipe la plus attendue du groupe B, n'a pas brillé lors de son entrée en lice dans la CAN-2015 en concédant le nul contre le Cap Vert (1-1), dimanche à Ebebiyin.

Les Aigles de Carthage abordaient cette Coupe d'Afrique avec de réelles ambitions après avoir bouclé la phase qualificative sans aucune défaite. Mais ils n'ont pas de quoi pavoiser après une prestation très décevante face aux Cap-Verdiens.

Après un début de match crispant - une tête de Varela sur le poteau du gardien Mathlouthi dès les premières minutes -, les Tunisiens ont connu une bonne période sans toutefois se créer d'occasions. A ce feu de paille succéda une fin de mi-temps où les Requins bleus faillirent manger tout crus leurs adversaires.

Rentrée au vestiaire en ayant miraculeusement sauvé sa cage, la Tunisie entamait la seconde mi-temps avec de meilleures intentions. Et cela d'autant plus que le Cap-Vert marquait le pas.

Faible niveau technique



Le Capverdien Nuno Rocha (g) à la lutte avec le Tunisien Yassine Chikhaoui dimanche, à Ebebiyin.

Moncer, bien servi au second poteau par Ali Maaloul, avait cru libérer la Tunisie à la 70e minute. Mais un penalty litigieux transformé par Heldon a brisé les espoirs tunisiens, sept minutes plus tard (77e). Si la décision arbitrale était contestable, le score final reflète la physionomie d'un match au faible niveau technique. Chaque équipe a eu sa période, ses occasions... et ses ratés. Aucune ne méritait de l'emporter.

Le chemin vers le renouveau s'annonce donc très compliqué pour la Tunisie qui n'a plus remporté le trophée continental depuis 2004, même si le tirage au sort lui a été extrêmement favorable. La deuxième nation africaine au classement Fifa derrière l'Algérie (22e) a peut-être payé les forfaits pour la CAN de ses deux atta-

quants Saber Khalifa et Fakhreddine Ben Youssef contre une équipe du Cap-Vert qui l'avait déjà surprise 2 buts à 0 à domicile en qualifications du Mondial-2014, avant d'être disqualifiée sur tapis vert pour avoir aligné un joueur suspendu.

Heureusement pour la Tunisie, les deux autres formations de la poule n'ont pas pu se départager dans la première rencontre de la journée. La Zambie s'est en effet montrée incapable de dominer la RD Congo (1-1). Tout reste donc possible pour la suite.

Pour ne pas revivre la même désillusion qu'en 2013 en Afrique du Sud (élimination au 1er tour), Zambiens et Tunisiens devront montrer un tout autre visage dès jeudi, dans un match qui vaudra très cher.

Source : rfi.com

Groupe C / Afrique du Sud-Algérie:

Ça a chauffé en conférence de presse

PRÉSENT DIMANCHE en conférence de presse avant le match de ce lundi face à l'Afrique du Sud lors de la 1ère journée du groupe C de la CAN 2015, Rafik Halliche a bien malgré lui été au cœur d'une vive altercation entre journalistes des deux pays et membres de la CAF.

Opposés ce lundi pour leur premier match dans le groupe C de la CAN 2015, l'Afrique du sud et l'Algérie ont déjà commencé leur match. Tout a débuté dès dimanche lors de la traditionnelle conférence de presse, où le ton est monté entre la presse des deux pays. Interrogé en arabe par un journaliste algérien alors que le protocole de la CAF prévoit de s'exprimer en français ou en anglais afin que le tra-



Rafik Halliche, lors de la conférence de presse

duction soit faite, Rafik Halliche a répondu à son interlocuteur dans la même langue malgré l'intervention d'un responsable de la CAF.

Ce qui a eu pour conséquence de créer un vent de protestation de la part des journalistes sud-africains, qui ne se sont pas faits prier pour le faire

savoir dans la salle, la traduction ne pouvant être assurée dans ces conditions. Furieux, ces derniers ont fait remonter l'information au staff des Bafana Bafana et lorsque le sélectionneur, Ephraïm Mashaba, s'est présenté à son tour au point presse, il s'est exprimé en zulu... au grand désarroi d'une majeure partie de l'assistance.

Ambiance.

Source : afrik.com

Mali / Population / Santé :

Fin de l'épidémie Ebola au Mali

LE VIRUS EBOLA qui sévit en Afrique de l'Ouest ne fait plus de victimes au Mali. En effet la fin de l'épidémie vient officiellement d'être annoncée par les autorités.

Le Mali n'est plus en proie au virus Ebola. C'est du moins l'annonce qui a été faite ce dimanche à Bamako, par Ousmane Koné, ministre de la Santé ainsi que le chef de la Mission des Nations unies pour la lutte contre Ebola, le docteur Ibrahim Socé Fall. Depuis le 6 décembre 2014, aucun cas confirmé de maladie à virus Ebola n'a été enregistré au Mali. Ce qui selon le Dr.Ibrahim Socé Fall permet de déclarer la fin de l'épidémie.

Une lutte efficace contre le virus Pour se débarrasser de l'épidémie, le Mali a déployé des dispositifs sanitaires efficaces. Ainsi dès l'apparition en octobre dernier du premier cas à Kayes, une jeune fille venant de Guinée, plusieurs dispositifs ont été



Des médecins, spécialistes anti-Ebola mis en place afin d'éviter la propagation du virus. Des membres du ministère malien de la Santé se sont rendus sur place afin de mettre en observation toute personne ayant été en contact avec la jeune fille décédée des suites du virus. Par ailleurs, une grande campagne de sensibilisation a été mise en place, des gels antibactériens ont été mis à la disposition de la population malienne.

Une lutte qui semblait avoir porté ses fruits jusqu'au jour où des cas sont

enregistrés dans une clinique de Bamako. Le premier cas a été un imam de 70 ans qui a contaminé sept personnes dont cinq sont mortes, selon l'AFP. Le dispositif de sécurité est immédiatement renforcé avec la nomination d'un conseiller spécial anti-Ebola et un contrôle à la frontière guinéenne avec l'installation d'un contrôle sanitaire. Toutes ces mesures ont permis au Mali de faire face efficacement à l'épidémie et ainsi d'éviter toute propagation.

Après le Sénégal, qui n'a connu qu'un seul cas d'Ebola et le Nigeria qui en a connu 20, dont huit décès, le Mali est le troisième pays d'Afrique de l'Ouest à mettre fin à l'épidémie.

Source : afrik.com

Ghana-Sénégal, aux allures d'une revanche :

Le Sénégal au bout du suspense !

Pour son entrée en lice dans la CAN 2015, le Sénégal est venu à bout du Ghana (1-2) dans une rencontre longtemps indécise et qui a finalement basculé à la toute dernière seconde sur un but de Moussa Sow.

Au bout du suspense vous dit-on ! Opposés ce lundi à Mongomo, le Ghana et le Sénégal ont offert une rencontre de haute volée qui s'est finalement soldée sur la victoire des Lions de la Teranga au bout du temps additionnel (2-1). Dans une partie qui revêtait beaucoup d'enjeux, compte tenu de la difficulté de ce groupe C, les deux équipes étaient crispées par l'enjeu et multipliaient fautes techniques et pertes de balles.

Sur l'une d'elles venue de Badji, Atsu, parfaitement lancé dans le dos de Sané, filait au but mais était fauché par un Coundoul fautif dans sa sortie. André Ayew n'en demandait pas tant pour transformer la sentence (1-0, 14e) et sanctionner des Sénégalais trop fébriles et imprécis. Sans être transcendants, les Black Stars contenaient les velléités adverses, même si le danger se rapprochait. Mais dans ses buts, Brimah faisait le show pour repousser une tête surpuissante de Mbodji (28e) et surtout un retourné de Diouf (33e). De quoi écœurer les hommes d'Alain Giresse, heureux de voir la frappe d'Atsu sur un contre finir sa course juste à côté du montant droit d'un Coundoul battu (22e).

Le retour à la défense à quatre, le déclin

Contraint de revoir ses plans, le technicien français repassait à une défense à quatre à l'entame du second acte avec l'entrée en jeu de Gassama. Choix payant, le Sénégal revenant avec de meilleures intentions pour prendre le contrôle de la partie. Ndoye pensait même avoir la balle d'égalisation, mais son tir flirtait avec le petit filet (55e). Simple contre-temps car dans la foulée, Diouf finissait par trouver le chemin du but en reprenant de la tête sa première tentative sur le poteau (1-1, 58e).

L'attaquant de Stoke était même proche du doublé, mais sa volée s'envolait dans les gradins (65e). Moins fringants physiquement, les Black Stars devaient se contenter de quelques contres pour tenter de faire trembler leurs adversaires, sans succès. Les Sénégalais finissaient plus fort, mais péchaient cruellement dans le dernier geste avec deux duels perdus devant Brimah par Diop (80e) et Sow (84e). Dans la foulée, Jordan Ayew avait la balle du k.o mais sa tête fuyait le cadre (87e).

Les deux équipes ne pourraient se départager. Du moins pensait-on, avant de voir Sow surgir à la toute dernière minute et profiter d'une déviation astucieuse pour libérer les siens et assommer les Ghanéens (1-2, 90e+3). Un précieux succès pour la bande à Sadio Mané, préservé, qui prend les commandes du groupe C en attendant la rencontre entre l'Algérie et l'Afrique du Sud. Le Ghana jouera déjà gros lors de son prochain match contre les Algériens.

Source : afrik.com

Zozo

LE WEEK-END DES AFRICAINS D'EUROPE - 21

Alors que le gros des troupes est entré de plain-pied dans la CAN 2015 ce week-end, certains Africains d'Europe restés en club en ont profité pour briller, à l'image de Khouma Babacar, Manucho ou encore Ricardo Faty.

Khouma Babacar (Fiorentina) : Il n'est pas à la CAN 2015 mais s'il continue comme ça, il ne devrait pas louper la prochaine. Sorti du banc à la 66e à la place de Mario Gomez, le Sénégalais de 21 ans a offert la victoire aux siens au bout du temps additionnel dimanche sur le terrain du Chievo Vérone (1-2, 94e). Son 5e but en Serie A cette saison.

Alaeddine Yahia (SM Caen) : Préférant se concentrer sur son nouveau club plutôt que de disputer la CAN 2015 avec la Tunisie, le défenseur a réalisé un choix payant puisqu'il a joué un rôle crucial dans l'écrasante victoire des siens 4-1 contre le Stade de Reims, croyant ouvrir le score de la tête (c'est en fait Valentin Roberge qui marque contre son camp sous la pression du Tunisien) puis inscrivant un but de raccroc pour donner deux buts d'avance aux siens. Caen revient à deux points du premier non-reléguable.



Alex Song, milieu de terrain Camerounais de West Ham (Angleterre)

Alex Song (West Ham) : Contre Hull City (3-0), le Camerounais a encore été énorme à la récupération et incontournable dans le jeu des Hammers. En atteste sa superbe passe en profondeur à travers la moitié de terrain adverse pour Stewart Downing sur le dernier but.

Manucho (Rayo Vallecano) : A 31 ans, l'Angolais continue de faire trembler les filets. A la réception d'un corner, il a inscrit le seul but du match sur le terrain de la Real Sociedad (0-1, 81e) et offert une victoire tardive aux siens. Son 2e but en autant de titularisations cette saison.

Ricardo Faty (Standard de Liège) : Lui aussi en est à deux buts cette saison. Après des débuts en demi-teinte, le Sénégalais s'impose comme un élément clé des Rouches. A Westerlo, il a égalisé d'une frappe à l'entrée de la surface et répondu à l'ouverture du score de l'Ivoirien Jean Romaric Kevin Koffi (1-1).

Ahmed Hassan Maghoub (Rio Ave) : Tout doucement, il s'impose comme l'une des têtes d'affiche de la nouvelle génération égyptienne. Contre le Sporting CP, le Pharaon a inscrit son huitième but de la saison mais n'a pas pu empêcher la défaite des siens (4-2).

Emmanuel Adebayor (Tottenham) : Son dernier match avec les Spurs remontait au 9 novembre. Plus de deux mois plus tard, après notamment une escapade-autorisée au Togo, l'Épervier a refait son apparition avec le club londonien. Entré en seconde période, il n'a toutefois pas su se montrer déterminant dans le succès des Spurs 2-1 contre Sunderland.

GABON : AUBAMEYANG PREND EXEMPLE SUR DROGBA ET ETO'O

Pour son premier match de la CAN 2015, le Gabon a pris le meilleur sur le Burkina Faso, finaliste de l'édition de 2013, samedi soir à Bata (2-0). Un succès qui porte l'empreinte de Pierre-Emerick Aubameyang, auteur de l'ouverture du score. Désormais capitaine des Panthères, l'attaquant du Borussia Dortmund entend plus que jamais s'efforcer pour mener les siens haut plus haut, à l'image de ses aînés Drogba ou Eto'o. "On a su mettre les ingrédients nécessaires, on a bien construit nos actions.

On aurait pu faire plus, mais on a bien joué nos coups", a-t-il indiqué. "J'essaie de faire le max pour devenir un grand comme Drogba et Eto'o."

Nos remerciements aux agences savoirnews, republicoftogo et afreepress pour leur collaboration

NON À LA VIOLENCE



Chers soeurs et frères togolais,
L'élection n'est pas un moment
d'affrontements, de violence;
c'est un temps de débats
d'idées.

Evitons la violence sous toutes
ses formes avant, pendant et
après les élections.

Privilégions l'ouverture et la
tolérance.

Ceci est un message du
Ministère de l'administration territoriale, de la
décentralisation et des collectivités locales.